

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2017/12139]

24 FEVRIER 2017. — *Loi portant assentiment à la Convention entre le Gouvernement belge et le Gouvernement macédonien relative à la coopération policière, faite à Bruxelles, le 21 novembre 2013 (1)(2)*

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. La Convention entre le Gouvernement belge et le Gouvernement macédonien relative à la coopération policière, faite à Bruxelles le 21 novembre 2013, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 24 février 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDERS

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
J. JAMBON

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be):
Documents: 54-2223.

Compte rendu intégral: 20/01/2017.

(2) Date d'entrée en vigueur : 01/07/2017.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2017/12139]

24 FEBRUARI 2017. — *Wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Belgische Regering en de Macedonische Regering betreffende de politiesamenwerking, gedaan te Brussel op 21 november 2013 (1)(2)*

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. De Overeenkomst tussen de Belgische Regering en de Macedonische Regering betreffende de politiesamenwerking, gedaan te Brussel op 21 november 2013, zal volkomen gevolgd hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 24 februari 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDERS

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
J. JAMBON

De Minister van Justitie,
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):
Stukken: 54-2223.

Integraal verslag: 20/01/2017.

(2) Datum inwerkingtreding : 01/07/2017.

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT BELGE ET LE GOUVERNEMENT MACEDONIEN RELATIVE A LA COOPERATION POLICIERE

LE GOUVERNEMENT BELGE

ET

LE GOUVERNEMENT MACEDONIEN

Ci-après dénommés les Parties contractantes,

Se fondant sur le souci de promouvoir les rapports d'amitié et de coopération entre les deux États, et en particulier de prendre en considération la volonté commune de renforcer la coopération policière entre eux;

Se fondant sur le désir de renforcer cette coopération policière dans le cadre des engagements internationaux souscrits par les Parties contractantes en matière de respect des droits et libertés fondamentaux, notamment de la Convention du Conseil de l'Europe de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, signée le 4 novembre 1950, ainsi que de la Convention n° 108 du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel;

OVEREENKOMST TUSSEN DE BELGISCHE REGERING EN DE MACEDONISCHE REGERING BETREFFENDE DE POLITIESAMENWERKING

DE BELGISCHE REGERING

EN

DE MACEDONISCHE REGERING

Hierna genoemd de Verdragsluitende Partijen,

Vanuit de wens vriendschappelijke betrekkingen te versterken en de samenwerking tussen de Verdragsluitende Partijen te bevorderen, en in het bijzonder de gemeenschappelijke wens in acht nemend om de onderlinge politiesamenwerking te versterken;

Vanuit de wens deze politiesamenwerking te versterken in het kader van de internationale overeenkomsten inzake het respect van de fundamentele rechten en vrijheden die onderschreven zijn door de Verdragsluitende Partijen, in het bijzonder het Verdrag van de Raad van Europa van 4 november 1950 tot bescherming van de Rechten van de Mens en Fundamentele Vrijheden, alsook het Verdrag nr. 108 van de Raad van Europa van 28 januari 1981 tot bescherming van personen inzake de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens;

Considérant que la lutte contre la criminalité liée au terrorisme entendu au sens de la Convention européenne pour la répression du terrorisme de 1977 est une nécessité au titre de la défense des valeurs et des institutions démocratiques;

Considérant que la criminalité organisée internationale représente une menace grave pour le développement socio-économique des Parties contractantes, et que les développements récents de la criminalité organisée internationale peuvent mettre en péril leur fonctionnement institutionnel;

Considérant que la lutte contre la traite des êtres humains et la répression des entrées et sorties illégales du territoire des Parties contractantes et de l'immigration illégale, ainsi que l'élimination des filières organisées qui participent à ces actes illégaux, sont une préoccupation des Parties contractantes;

Considérant que la production et le commerce illégal de stupéfiants et de substances psychotropes constituent un danger pour la santé et la sécurité des citoyens;

Considérant que la seule harmonisation des législations ne suffit pas pour combattre le phénomène de l'immigration illégale avec suffisamment d'efficacité;

Considérant que la nécessité d'une coopération policière internationale réelle et efficace dans le domaine de la criminalité organisée et de l'immigration illégale, notamment par l'échange et le traitement d'informations et de bonnes pratiques, est indispensable pour combattre et prévenir ces activités criminelles;

Considérant que l'accomplissement de cette coopération appelle une série de mesures appropriées et une étroite collaboration entre les Parties contractantes;

ONT RESOLU de conclure la présente convention:

Définitions

Article 1^{er}

Au sens de la présente Convention, on entend par:

a) "Traite des êtres humains", le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation.

L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes.

b) "Exploitation sexuelle des enfants", les infractions pénales visées par l'article 34 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, en ce compris la production, la vente, la distribution ou toutes autres formes de trafic de matériel à caractère pornographique impliquant des enfants et la détention des fins personnelles de ce type de matériel.

c) "Assistance technique", l'aide apportée en matière de soutien logistique aux services de police et d'immigration.

d) "Criminalité liée aux matières nucléaires et radioactives", les infractions pénales telles qu'énumérées à l'article 7, § 1^{er}, de la Convention des Nations Unies sur la protection physique des matières nucléaires, signée à Vienne et à New-York le 3 mars 1980.

e) "Blanchiment d'argent", les infractions telles qu'énumérées à l'article 6, § 1^{er}-3, de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, signée à Strasbourg le 8 novembre 1990.

f) "Criminalité organisée", toute infraction relevant de la criminalité transnationale organisée telle que prévue à l'article 2 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, signée le 12 décembre 2000.

g) "Données à caractère personnel", toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable (personne concernée); est réputée identifiable une personne qui peut être identifiée, directement ou indirectement, plus particulièrement par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments spécifiques, propres à son identité physique, physiologique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

Overwegende dat de bestrijding van de aan terrorisme gelieerde misdrijven in de zin van het Europees Verdrag tot bestrijding van terrorisme van 1977 noodzakelijk is om de democratische waarden en instellingen te verdedigen;

Overwegende dat de internationale georganiseerde misdaad een ernstige bedreiging vormt voor de sociaal-economische ontwikkeling van de Verdragsluitende Partijen, en dat de recente ontwikkeling van de internationale georganiseerde misdaad hun institutionele werking in gevaar kan brengen;

Overwegende dat de strijd tegen de mensenhandel en de bestrijding van het illegaal verkeer van en naar het grondgebied van de Verdragsluitende Partijen en van de illegale migratie, alsook de eliminatie van de georganiseerde netwerken die bij dergelijke illegale handelingen betrokken zijn, een bekommernis zijn van de Verdragsluitende Partijen;

Overwegende dat de illegale productie van en handel in verdoevende middelen en psychotrope stoffen een gevaar betekenen voor de gezondheid en de veiligheid van de burgers;

Overwegende dat het louter harmoniseren van de desbetreffende wetgevingen niet volstaat om het fenomeen van de illegale migratie efficiënt genoeg te bestrijden;

Overwegende dat de noodzaak om een reële en efficiënte internationale politie samenwerking uit te bouwen op het vlak van de georganiseerde misdaad en illegale migratie, door middel van uitwisseling en verwerking van gegevens en goede praktijken essentieel is voor het bestrijden en voorkomen van criminele activiteiten;

Overwegende dat om dit te verwezenlijken een reeks adequate maatregelen en een nauwe samenwerking tussen de Verdragsluitende Partijen vereist is;

HEBBEN BESLOTEN dit Verdrag te sluiten.

Definities

Artikel 1

In onderhavig Overeenkomst verstaat men onder:

a) "mensenhandel" het rekruteren, vervoeren, overbrengen, onderdak bieden of ontvangen van personen, door middel van dreiging met of gebruik van geweld of andere dwangmiddelen, ontvoering, bedrog, misleiding, misbruik van macht of van een kwetsbare toestand of het geven of ontvangen van betalingen of voordelen met als doel het akkoord te bekomen van een persoon die het toezicht heeft over een andere persoon, met het oog op uitbuiting.

Uitbuiting zal op zijn minst inhouden: de uitbuiting van prostitutie van derden of andere vormen van seksuele uitbuiting, gedwongen arbeid of diensten, slavernij of andere praktijken gelijkaardig aan slavernij, lijfeigenschap of het verwijderen van organen.

b) "seksuele uitbuiting van kinderen" de strafrechtelijke inbreuken zoals beschreven in het Artikel 34 van het Verdrag van de Verenigde Naties van 20 november 1989 inzake de rechten van het kind, met inbegrip van de productie, de verkoop en het verdelen of alle andere vormen van handel in pornografisch materiaal waarbij kinderen betrokken zijn, en het bezit van dit materiaal voor persoonlijke doeleinden.

c) "technische ondersteuning" de logistieke hulp die aan de politien- migratiediensten geboden wordt.

d) "criminaliteit in verband met nucleair en radioactief materiaal" de strafrechtelijke inbreuken opgesomd in Artikel 7, § 1 van het Verdrag van de Verenigde Naties van 3 maart 1980 inzake externe beveiliging van kernmateriaal, ondertekend te Wenen en te New York.

e) "witwassen van geld" de strafrechtelijke inbreuken zoals opgesomd in Artikel 6, §§ 1-3 van de Overeenkomst van de Raad van Europa van 8 november 1990 inzake het witwassen, de opsporing, de inbeslagneming en de confiscatie van de opbrengsten van misdrijven, ondertekend te Straatsburg.

f) "georganiseerde misdaad" elke inbreuk die valt onder transnationale georganiseerde misdaad zoals voorzien in Artikel 2 van het Verdrag van de Verenigde Naties van 12 december 2000 tegen transnationale georganiseerde misdaad, ondertekend te New York

g) "persoonsgegevens" iedere informatie betreffende een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon (betrokken persoon); als identificeerbaar wordt beschouwd een persoon die direct of indirect kan worden geïdentificeerd, met name aan de hand van een identificatienummer of van één of meer specifieke elementen die kenmerkend zijn voor zijn of haar fysieke, fysiologische, psychische, economische, culturele of sociale identiteit.

h) "Traitement de données à caractère personnel", toute opération ou ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés, et appliquées à des données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verouillage, l'effacement ou la destruction.

i) "Stupéfiants", toute substance, qu'elle soit d'origine naturelle ou synthétique, figurant aux Tableaux I et II de la Convention unique des Nations Unies sur les stupéfiants faite à New-York le 30 mars 1961, ainsi que toute convention ultérieure qui élargira la liste des stupéfiants et sera d'application dans les Etats des Parties contractantes.

j) "Substances psychotropes", toute substance, qu'elle soit d'origine naturelle ou synthétique, ou tout produit naturel du Tableau I, II, III ou IV de la Convention des Nations Unies sur les substances psychotropes du 21 février 1971, ainsi que toute Convention ultérieure qui élargira la liste des stupéfiants et sera d'application dans les Etats des Parties contractantes.

k) "Trafic illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes", la culture, la fabrication ou le trafic de stupéfiants ou de substances psychotropes en vertu des dispositions de la Convention du 30 mars 1961 sur les stupéfiants, de la Convention du 21 février 1971 sur les substances psychotropes ou de la Convention des Nations Unies du 20 décembre 1988 sur le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

l) "Cybercriminalité", toute infraction relevant de la cybercriminalité telle que prévue par la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité, signée le 23 novembre 2001 à Budapest.

m) "Demande urgente", une demande effectuée par une Partie contractante lorsque le passage par la procédure administrative normale et formelle auprès des points de contacts nationaux qui sont compétents pour la coopération internationale risque d'entraver ou de compromettre l'action de recherche.

Domaines de coopération

Article 2

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à accorder à l'autre Partie, conformément à la législation nationale et sous les conditions déterminées par la présente Convention, la coopération la plus large en ce qui concerne la coopération policière, conformément aux conditions prévues dans la présente Convention.

2. Les Parties contractantes coopéreront à la prévention, à la répression et à la poursuite d'infractions graves relevant de la criminalité organisée, et en particulier:

- les infractions contre la vie, la santé et l'intégrité physique des personnes;
- les infractions liées à la production et au trafic illégal de stupéfiants, de substances psychotropes, de précurseurs et d'appareillage;
- l'immigration illégale;
- le trafic d'êtres humains incluant le trafic de migrants;
- la traite des êtres humains;
- le proxénétisme, le trafic et l'exploitation sexuelle des enfants;
- l'extorsion;
- le vol, la production illégale, le trafic et le commerce illégal d'armes, munitions, explosifs, substances radioactives, matières nucléaires et autres substances dangereuses;
- les falsifications (fabrication, contrefaçon, transformation et distribution) des moyens de paiement, chèques et titres;
- la falsification et l'utilisation de tout document officiel falsifié;
- la criminalité dans le domaine des activités économiques et financières;
- la fraude aux fonds européens;
- la corruption;
- les infractions contre les biens, entre autres le vol, le trafic d'œuvres d'art et d'antiquités;
- le vol, le commerce illégal et le trafic de véhicules à moteur et la falsification et l'usage de documents falsifiés de véhicules;
- le blanchiment d'argent et autres produits du crime;
- les jeux de hasard illégaux;

h) "de verwerking van persoonsgegevens" elke bewerking of geheel van bewerkingen met betrekking tot persoonsgegevens, al dan niet uitgevoerd met behulp van geautomatiseerde procédés, zoals het verzamelen, vastleggen, ordenen, bewaren, bijwerken of wijzigen, opvragen, raadplegen, gebruiken, verstrekken door middel van doorzending, verspreiden of op enigerlei andere wijze ter beschikking stellen, samenbrengen, met elkaar in verband brengen, alsmede het afschermen, uitwissen of vernietigen van persoonsgegevens.

i) "verdovende middelen" alle substanties, zowel plantaardige als synthetische, die voorkomen in Tabel I en II van het Enkelvoudig Verdrag van de Verenigde Naties van 30 maart 1961 inzake verdovende middelen opgemaakt te New York, evenals elk navolgend Verdrag, van toepassing in de landen van de Verdragsluitende Partijen, waarbij de lijst van verdovende middelen wordt uitgebreid.

j) "psychotrope stoffen" alle substanties, zowel plantaardige als synthetische, en alle natuurlijke producten die voorkomen in Tabel I, II, III of IV van het Verdrag van de Verenigde Naties van 21 maart 1971 inzake psychotrope stoffen, ondertekend te Wenen, evenals elk navolgend Verdrag, van toepassing in de landen van de Verdragsluitende Partijen, waarbij de lijst met psychotrope stoffen wordt uitgebreid.

k) "illegale handel in verdovende middelen of psychotrope stoffen" de teelt en de vervaardiging van, of de handel in verdovende middelen of psychotrope stoffen op grond van de bepalingen van het Verdrag van 30 maart 1961 inzake verdovende middelen van het Verdrag van 21 februari 1971 inzake psychotrope stoffen of het Verdrag van de Verenigde Naties van 20 december 1988 tegen de sluikehandel in verdovende middelen en psychotrope stoffen.

l) "cybercrime" elke inbreuk die valt onder Cybercrime zoals beschreven in het Verdrag van de Raad van Europa van 23 november 2001 inzake Cybercrime, ondertekend te Boedapest.

m) "dringend verzoek" een verzoek dat geformuleerd wordt door een Verdragsluitende Partij in gevallen wanneer de inachtneming van de normale formele administratieve procedure via de nationale contactpunten die bevoegd zijn voor internationale samenwerking, het onderzoek dreigt te hinderen of te schaden.

Domeinen van samenwerking

Artikel 2

1. De Verdragsluitende Partijen verbinden er zich toe om, overeenkomstig het nationaal recht en de voorwaarden vastgelegd in deze Overeenkomst, aan de andere Partij de ruimst mogelijke samenwerking te bieden op het vlak van politiesamenwerking, met inachtneming van de voorwaarden vastgelegd in dit Verdrag.

2. De Verdragsluitende Partijen zullen samenwerken op het vlak van preventie, bestrijding en vervolging van ernstige misdrijven die onder georganiseerde misdaad vallen, met name:

- inbreuken tegen het leven, de gezondheid en de fysieke integriteit van personen;
- inbreuken gerelateerd aan de niet toegelaten vervaardiging van en illegale handel in verdovende middelen, psychotrope stoffen, verwante chemische stoffen en apparatuur;
- illegale migratie;
- mensensmokkel, met inbegrip van smokkel van migranten;
- mensenhandel;
- het tot prostitutie aanzetten van, het handelen in en de seksuele uitbuiting van kinderen;
- afpersing;
- diefstal, illegale productie van, smokkel van en illegale handel in wapens, munitie, springstoffen, radioactieve stoffen, nucleair materiaal en andere gevaarlijke stoffen;
- vervalsingen (vervaardiging, namaak, verandering en verdeling) van betaalmiddelen, cheques en waardepapieren;
- vervalsing en gebruik van elk vervalst officieel document;
- criminaliteit op het vlak van economisch en financieel verkeer;
- fraude van EU – fondsen;
- corruptie;
- inbreuken tegen goederen, zoals diefstal van en de illegale handel in kunstwerken en antieke voorwerpen;
- diefstal van, illegale handel in en smokkel van motorvoertuigen en de vervalsing en het gebruik van vervalste voertuigdocumenten;
- witwassen van geld en andere criminele inkomsten;
- illegale kansspelen;

- la cybercriminalité;
- le terrorisme et le financement de ses activités;
- la fraude grave et organisée à la taxe sur la valeur ajoutée et à l'impôt sur les revenus;
- l'escroquerie, le détournement de fonds, la tromperie et la fraude;
- les infractions liées à la faillite frauduleuse;
- la fraude sociale et à l'assurance grave et organisée.

3. Les formes de criminalité graves relevant de la criminalité organisée qui ne sont pas définies à l'article 1^{er} sont appréciées par les services nationaux compétents selon la législation nationale de l'Etat auquel ils appartiennent.

Coordination et appui

Article 3

La collaboration entre les Parties contractantes portera également sur:

- la recherche des personnes disparues et l'aide à l'identification des cadavres non identifiés;
- la recherche sur le territoire d'une Partie contractante d'objets volés, disparus, détournés ou égarés sur le territoire de l'autre Partie.

Formes de coopération

Article 4

Les Parties contractantes coopéreront dans les domaines spécifiés aux articles 2 et 3 par:

- les échanges d'informations, en particulier le *modus operandi*, concernant les domaines relevant de la compétence des services de police et d'immigration;
 - les échanges de matériel;
 - l'assistance technique et spécialisée, les expertises et la fourniture de matériel technique spécialisé;
 - l'échange d'expériences;
 - l'assistance dans le domaine de la formation professionnelle;
 - l'aide à la préparation de l'exécution des demandes d'entraide judiciaire en matière pénale;
- selon les dispositions ci-après.

Echange d'informations

Article 5

Les Parties contractantes se prêteront assistance et assureront une coopération étroite et permanente. Elles procéderont notamment à un échange de toutes les informations pertinentes et importantes.

Cette coopération peut prendre la forme d'un contact permanent par l'intermédiaire des officiers de liaison désignés.

Droit à l'échange d'informations

Article 6

1. Les Parties contractantes s'engagent à ce que leurs services de police s'accordent, dans le respect du droit national et dans les limites de leurs compétences, l'assistance aux fins de la prévention et de la recherche de faits punissables, pour autant que le droit national ne stipule pas que la demande ou son exécution est réservée aux autorités judiciaires.

2. Dans ces cas particuliers, chaque Partie contractante peut, dans le respect de son droit national et sans y être invitée, communiquer à la Partie contractante concernée des informations qui peuvent être importantes pour celle-ci aux fins de la prévention et de la répression d'infractions telles que visées à l'article 2 de la présente Convention, ou pour la prévention de menaces pour l'ordre et la sécurité publics.

Usage de l'information

Article 7

Toute information fournie par la Partie contractante requise ne peut être utilisée par la Partie contractante requérante aux fins d'apporter la preuve des faits incriminés qu'après une demande d'entraide judiciaire conformément aux dispositions internationales applicables.

- cybercrime;
- terrorisme en de financiering van terrorisme;
- ernstige en georganiseerde btw- en inkomstenbelastingfraude;
- oplichting, verduistering, bedrog en fraude;
- frauduleuze faillissementen;
- ernstige en georganiseerde sociale en verzekeringsfraude.

3. De ernstige misdrijven in het kader van de georganiseerde misdaad die niet worden bepaald in Artikel 1, worden door de bevoegde nationale diensten beoordeeld volgens het nationaal recht van de Staat waartoe zij behoren.

Coördinatie en ondersteuning

Artikel 3

De samenwerking tussen de Verdragsluitende Partijen zal eveneens betrekking hebben op:

- de opsporing van verdwenen personen en hulp bij de identificatie van niet-geïdentificeerde lijken;
- de opsporing op het grondgebied van een Verdragsluitende Partij van op het grondgebied van de andere Partij gestolen, verdwenen, verduisterde of verloren voorwerpen.

Samenwerkingsvormen

Artikel 4

De verdragsluitende Partijen zullen samenwerken op de in de Artikels 2 en 3 vermelde vlakken door:

- uitwisseling van informatie, in het bijzonder werkwijzen, die valt onder de bevoegdheid van de politie- en immigratiediensten;
 - uitwisseling van materiaal;
 - voorzien in technische en deskundige bijstand, expertise en gespecialiseerd technisch materiaal;
 - uitwisseling van ervaringen;
 - samenwerking op het vlak van de beroepsopleiding;
 - hulp bij de voorbereiding van de uitvoering van verzoeken tot rechtshulp in strafzaken;
- met inachtneming van de hierna vermelde voorwaarden.

Uitwisseling van informatie

Artikel 5

De Verdragsluitende Partijen zullen elkaar bijstand bieden en zorgen voor een nauwe en permanente samenwerking. Zij zullen daartoe alle relevante en belangrijke gegevens uitwisselen.

Deze samenwerking kan tot stand worden gebracht door middel van permanente contacten via de aangeduide verbindingsofficieren.

Recht op informatie-uitwisseling

Artikel 6

1. De Verdragsluitende Partijen verbinden zich tot het verlenen van bijstand tussen hun politiediensten met inachtneming van het nationaal recht en binnen de grenzen van hun bevoegdheden, met het oog op de preventie en opsporing van strafbare feiten, in zoverre dat het nationaal recht niet bepaalt dat het verzoek of de uitvoering ervan voorbehouden is aan de gerechtelijke instanties.

2. In deze specifieke gevallen heeft elke Verdragsluitende Partij het recht om op eigen initiatief en overeenkomstig het nationaal recht, informatie aan de betrokken Verdragsluitende Partij te verstrekken die voor deze laatste belangrijk wordt geacht voor de preventie en de beteugeling van inbreuken zoals voorzien in Artikel 2 van deze Overeenkomst of om bedreigingen ten opzichte van de openbare orde en veiligheid te voorkomen.

Gebruik van informatie

Artikel 7

Elke informatie die door de aangezochte Verdragsluitende Partij verstrekt wordt kan door de verzoekende Verdragsluitende Partij slechts als bewijsmiddel voor de ten laste gelegde feiten worden gebruikt na een verzoek om wederzijdse rechtshulp overeenkomstig de internationale regels die van toepassing zijn.

Demandes d'assistance**Article 8**

1. Les demandes d'assistance et les réponses à ces demandes doivent être échangées entre les organes centraux compétents chargés, par chaque Partie contractante, de la coopération policière internationale et de l'immigration.

Lorsque la demande ne peut être faite en temps utile par la voie susvisée, elle peut, exceptionnellement et en cas d'urgence uniquement, être adressée par l'autorité compétente de la Partie contractante requérante directement à l'autorité compétente de la Partie requise et celle-ci peut y répondre directement. Dans ces cas exceptionnels, l'autorité compétente de la Partie contractante doit aviser, dans les meilleurs délais, l'organe central chargé de la coopération policière internationale, dans la Partie contractante requise de sa demande directe et en motiver l'urgence.

2. Les Ministres compétents des Parties contractantes désignent les organes centraux qui seront chargés de la coopération internationale et définissent les modalités d'entraide mutuelle.

Niveau de classification des informations**Article 9**

L'autorité compétente requérante doit garantir le degré de confidentialité que l'autorité compétente requise de l'autre Partie a attribué à l'information. Les degrés de sécurité sont ceux utilisés par INTERPOL.

Officiers de liaison**Article 10**

1. Les Parties contractantes peuvent détacher, pour une durée déterminée ou indéterminée, des officiers de liaison d'une Partie contractante auprès de l'autre Partie contractante.

2. Le détachement d'officiers de liaison pour une durée déterminée ou indéterminée a pour but de promouvoir et d'accélérer la coopération entre les Parties contractantes, notamment en fournissant l'assistance:

a) sous la forme d'échanges d'informations aux fins de la lutte tant préventive que répressive contre la criminalité;

b) dans l'exécution de demandes d'entraide judiciaire en matière pénale;

c) pour les besoins de l'exercice des missions des autorités chargées de la surveillance des frontières extérieures et de l'immigration;

d) pour les besoins de l'exercice des missions des autorités chargées de la prévention des menaces pour l'ordre public.

3. Les officiers de liaison ont une mission d'avis et d'assistance. Ils ne sont pas compétents pour l'exécution autonome de mesures de police. Ils fournissent des informations et exécutent leurs missions dans le cadre des instructions qui leur sont données par la Partie contractante d'origine et par la Partie contractante auprès de laquelle ils sont détachés. Ils font régulièrement rapport à l'organe central chargé de la coopération policière dans la Partie contractante auprès de laquelle ils sont détachés.

4. Les Parties contractantes peuvent convenir que les officiers de liaison d'une Partie contractante détachés auprès d'Etats tiers représentent également les intérêts de l'autre Partie contractante.

Protection des données à caractère personnel**Article 11**

1. En application de la présente Convention, le traitement des données à caractère personnel est soumis à la législation nationale de chaque Partie contractante et doit s'opérer dans le respect des conditions et principes en vigueur concernant la protection des données à caractère personnel.

2. En ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel en application de la présente Convention, les Parties contractantes s'engagent à réaliser un niveau de protection des données à caractère personnel qui respecte les dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel et de la Recommandation R (87) 15 du 17 septembre 1987 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe visant à réglementer l'utilisation des données à caractère personnel dans le secteur de la police.

Vragen om bijstand**Artikel 8**

1. De vragen om bijstand en de antwoorden op deze verzoeken moeten worden uitgewisseld tussen de bevoegde centrale organen die door elke Verdragsluitende Partij worden belast met internationale politietoewerking en immigratie.

Indien het onmogelijk is om de vraag tijdig te stellen via voornoemde weg, mogen de bevoegde autoriteiten van de verzoekende Verdragsluitende Partij uitzonderlijk en enkel in geval van hoogdringendheid, de vraag rechtstreeks aan de bevoegde autoriteiten van de aangezochte Verdragsluitende Partij stellen, waarop deze laatste dan rechtstreeks kan antwoorden. In zulke uitzonderlijke gevallen moet de bevoegde autoriteit van de Verdragsluitende Partij het centraal orgaan met de internationale politietoewerking in de aangezochte Verdragsluitende Partij zo snel mogelijk op de hoogte brengen van de rechtstreekse vraag waarbij het dringend karakter moet worden gemotiveerd.

2. De bevoegde Ministers van de Verdragsluitende Partijen zullen de nationale contactpunten die belast zijn met de internationale samenwerking benoemen en de modaliteiten van wederzijdse bijstand definiëren.

Vertrouwelijkheidsgraad Informatie**Artikel 9**

De verzoekende bevoegde autoriteit moet de graad van vertrouwelijkheid waarborgen die de aangezochte bevoegde autoriteit van de andere Partij aan de informatie heeft toegekend. De graden van veiligheid zijn deze die worden gebruikt door INTERPOL.

Verbindingsofficieren**Artikel 10**

1. De verdragsluitende Partijen kunnen verbindingsofficieren van de ene Verdragsluitende Partij voor bepaalde of onbepaalde tijd bij de andere Verdragsluitende Partij detacheren.

2. Het detacheren van verbindingsofficieren voor bepaalde of onbepaalde tijd is erop gericht de samenwerking tussen de Verdragsluitende Partijen te bevorderen en te versnellen, in het bijzonder inzake ondersteuning:

a) in de vorm van informatie-uitwisseling met het oog op preventieve en repressieve bestrijding van de criminaliteit;

b) op het vlak van de uitvoering van verzoeken om wederzijdse bijstand in strafzaken;

c) bij de uitvoering van de opdrachten van de overheden die gelast zijn met het toezicht op de buitengrenzen en immigratie;

d) bij de uitvoering van de opdrachten van de overheden die gelast zijn met het voorkomen van bedreigingen tegen de openbare orde.

3. De taak van de verbindingsofficieren bestaat erin advies te verstekken en ondersteuning te verlenen. Ze zijn niet bevoegd om autonoom politiematregelen uit te voeren. Ze verstrekken informatie en voeren hun taken uit in het kader van de richtlijnen die hun worden gegeven door de Verdragsluitende Partij waarvan ze gedetacheerd zijn en door de Verdragsluitende Partij waarbij ze gedetacheerd zijn. Ze brengen regelmatig verslag uit aan de centrale organen gelast met de politietoewerking van de Verdragsluitende Partij waarbij ze gedetacheerd zijn.

4. De Verdragsluitende Partijen kunnen overeenkomen dat de verbindingsofficieren van een Verdragsluitende Partij die gedetacheerd zijn bij een derde land eveneens de belangen van de andere Verdragsluitende Partij vertegenwoordigen.

Bescherming van de persoonsgegevens**Artikel 11**

1. Bij de toepassing van deze Overeenkomst wordt de verwerking van persoonsgegevens onderworpen aan de respectievelijke nationale wetgeving van elke Verdragsluitende Partij, en is ze in overeenstemming met de voorwaarden en principes voor de bescherming van persoonsgegevens.

2. Met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens zoals vermeld in deze Overeenkomst, verbinden de Verdragsluitende Partijen zich tot een mate van bescherming van persoonsgegevens in overeenstemming met de bepalingen van het Verdrag van de Raad van Europa van 28 januari 1981 tot bescherming van personen ten opzichte van de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens en van de Aanbeveling R (87) 15 van het Comité van Ministers van de Raad van Europa van 17 september 1987 tot regeling van het gebruik van persoonsgegevens op politieel gebied.

3. En ce qui concerne le traitement de données à caractère personnel transmises en application de la présente Convention, les dispositions ci-après s'appliquent:

a) les données ne peuvent être utilisées par la Partie contractante destinataire qu'aux seules fins pour lesquelles la présente Convention prévoit le traitement de telles données et dans les conditions déterminées par la Partie contractante qui les fournit; l'utilisation des données à d'autres fins n'est possible qu'après autorisation préalable de la Partie contractante qui transmet les données et dans le respect de la législation de la Partie contractante destinataire;

b) les données ne peuvent être utilisées que par les autorités judiciaires et policières, les services et instances qui assurent une tâche ou remplissent une fonction dans le cadre des fins visées dans la présente Convention et plus particulièrement les articles 2 et 3. Les Parties contractantes se communiqueront la liste des utilisateurs;

c) la Partie contractante destinataire est tenue de protéger efficacement les données à caractère personnel contre tout accès non autorisé à ces données ou contre toute modification ou communication non autorisée de celles-ci;

d) les données à caractère personnel obtenues seront supprimées, détruites ou corrigées lorsque:

- la preuve est apportée que les données sont incorrectes ou
- l'organe compétent pour leur transfert signale que les données ont été recueillies ou fournies en contradiction avec la loi ou
- les données n'étaient plus nécessaires pour l'exécution de la mission pour laquelle elles avaient été transférées, à moins qu'une autorisation explicite n'ait été délivrée en vue de l'utilisation de ces données à d'autres fins;

e) en cas de transfert de données à caractère personnel, la Partie contractante en charge du transfert des données informera l'autre Partie contractante du délai de conservation conformément à la législation nationale de l'Etat ou au droit international. Indépendamment du délai de conservation, les données à caractère personnel ne peuvent être conservées plus longtemps que nécessaire dans le cadre des objectifs fixés. La Partie contractante en charge du transfert doit être informée de la suppression des données soumises à la transmission, ainsi que des motifs de cette suppression. En cas de résiliation de la présente Convention, toutes les données soumises à la transmission doivent être détruites ou supprimées;

f) la Partie contractante qui transmet les données est tenue de veiller à l'exactitude de celles-ci et à leur caractère complet. Chaque Partie contractante veille à ce que les données à caractère personnel transmises ne soient pas conservées plus longtemps que nécessaire. Si elle constate, soit de sa propre initiative, soit suite à une demande de la personne concernée, que des données incorrectes ou qui n'auraient pas dû être transmises ont été fournies, la ou les Parties contractantes destinataires doivent en être informées sans délai; cette dernière ou ces dernières sont tenues de procéder à la correction ou à la destruction des données, ou de mentionner que ces données sont incorrectes ou n'auraient pas dû être transmises;

g) la personne dont les données sont ou seront soumises à la transmission peut demander d'être informée des données à caractère personnel qui ont été transmises ainsi que du but de leur traitement dans le cas où c'est conformément à la législation nationale des deux Parties contractantes et au droit international;

h) une Partie contractante ne peut invoquer le fait qu'une autre Partie contractante ait transmis des données incorrectes pour se décharger de la responsabilité qui lui incombe conformément à son droit national, à l'égard d'une personne lésée;

i) la transmission et la réception des données à caractère personnel doivent être enregistrées. Les Parties contractantes se communiqueront la liste des autorités ou services autorisés à consulter l'enregistrement;

j) l'accès aux données est régi par le droit national de la Partie contractante à laquelle la personne concernée présente sa demande. La communication des données au demandeur n'est possible qu'après avoir reçu l'autorisation de la Partie contractante qui est à l'origine des données;

3. Wat de verwerking van de persoonsgegevens betreft die overeenkomstig onderhavig Overeenkomst worden overgemaakt, zijn de volgende bepalingen van toepassing:

a) De ontvangende Verdragsluitende Partij mag de gegevens alleen gebruiken voor de doeleinden voorzien in deze Overeenkomst en onder de voorwaarden bepaald door die Verdragsluitende Partij. Het gebruik van de gegevens voor andere doeleinden is uitsluitend mogelijk na voorafgaande toestemming van de Verdragsluitende Partij die de gegevens verstrekt en met inachtneming van het recht van de Verdragsluitende Partij waarvoor de gegevens bestemd zijn;

b) De gegevens mogen enkel worden gebruikt door gerechtelijke en politiebureaus, en de diensten en instanties die een taak of functie uitvoeren in het kader van de doeleinden waarin is voorzien in deze Overeenkomst, en meer bepaald in Artikels 2 en 3. De Verdragsluitende Partijen dienen de lijst van de gebruikers mee te delen;

c) De ontvangende Verdragsluitende Partij is verplicht om de persoonsgegevens te vrijwaren van ongeautoriseerde toegang en ongeautoriseerde aanpassingen of bekendmaking;

d) De ontvangen persoonsgegevens zullen gewist, vernietigd of verbeterd worden wanneer:

- het bewezen is dat de gegevens incorrect zijn of
- het bevoegde orgaan dat ze overdraagt meldt dat de gegevens strijdig met het recht verzameld of verstrekt werden of
- de gegevens niet langer noodzakelijk waren voor de uitvoering van de taak waarvoor ze oorspronkelijk overgedragen werden, tenzij er een duidelijke toestemming is om deze gegevens voor andere doeleinden te gebruiken;

e) Bij het overdragen van persoonsgegevens zal de Verdragsluitende Partij die ze overdraagt, de andere Verdragsluitende Partij informeren over de uiterste datum voor het bewaren van de gegevens, die in overeenkomst moet zijn met het nationaal recht van het land of de internationale wetgeving. Los van de uiterste datum kunnen persoonsgegevens niet langer bewaard worden dan noodzakelijk om het gestelde doel te bereiken. De overdragende Verdragsluitende Partij moet geïnformeerd worden over het wissen van de gegevens die het onderwerp vormden van een overdracht en de redenen van hun wissen. In het geval van een beëindiging van deze Overeenkomst moeten alle gegevens die het onderwerp vormen van een overdracht vernietigd of gewist worden;

f) De Verdragsluitende Partij die zulke gegevens overmaakt, moet erop toezien dat ze juist en volledig zijn. Elke Verdragsluitende Partij ziet erop toe dat de overgemaakte persoonsgegevens niet langer dan nodig worden bewaard. Indien zij op eigen initiatief of als gevolg van een vraag van de betrokken persoon vaststelt dat de verstrekte gegevens inaccuraat zijn of niet overgemaakt mochten worden, moet(en) de ontvangende Verdragsluitende Partij of Partijen daarvan onmiddellijk op de hoogte gebracht worden. Deze Verdragsluitende Partij of Partijen dient (dienen) de gegevens te corrigeren of te vernietigen, of erbij te vermelden dat ze onjuist zijn of onwettelijk werden overgemaakt;

g) De persoon waarover de overgedragen gegevens handelen, mag vragen om geïnformeerd te worden over de persoonsgegevens die werden doorgestuurd en over het doel van hun verwerking in het geval dit in overeenstemming is met het nationaal recht van beide Verdragsluitende Partijen en de internationale wetgeving;

h) Een Verdragsluitende Partij mag zich niet beroepen op het feit dat een andere Verdragsluitende Partij onjuiste gegevens zou hebben overgemaakt om zich te ontdoen van haar in haar nationale recht vastgestelde verantwoordelijkheid ten aanzien van een benadeelde Partij;

i) Het overdragen en de ontvangst van persoonsgegevens moeten worden geregistreerd. De Verdragsluitende Partijen moeten de lijst uitwisselen van de overheden of diensten die toestemming hebben om de registraties te raadplegen;

j) De beslissing of de betrokken persoon, op zijn verzoek, informatie kan krijgen over de over hem/haar overgedragen gegevens, wordt geregeld door het nationaal recht van de Verdragsluitende Partij waaraan het verzoek gericht was. De Verdragsluitende Partij die de gegevens ontving kan de informatie over deze gegevens slechts verstrekken mits ze daartoe voorafgaandelijk de toestemming heeft verkregen van de Verdragsluitende Partij waarvan de gegevens afkomstig zijn;

k) les données ne peuvent être utilisées par la Partie contractante destinataire qu'aux fins prévues par la Partie contractante qui les a fournies et dans le respect des conditions définies par cette Partie contractante.

4. En ce qui concerne la transmission, les dispositions suivantes s'appliquent:

a) les données peuvent uniquement être transmises aux services de police et d'immigration ainsi qu'aux autorités; les données ne peuvent être transmises à d'autres organes qui poursuivent les mêmes objectifs que ces services et autorités et opèrent dans le même cadre qu'après avoir obtenu l'autorisation de la Partie contractante qui les a fournies;

b) sur demande, la Partie contractante destinataire informe la Partie contractante qui transmet les données de l'usage qui en a été fait et des résultats obtenus sur la base des données transmises;

5. Les Parties contractantes s'engagent à entreprendre toutes les démarches nécessaires pour éviter tout dégât causé par des tiers suite à l'envoi, la réception ou l'utilisation des données.

6. Chaque Partie contractante peut à tout moment considérer le non-respect des dispositions du présent article par la Partie contractante destinataire comme motif pour justifier la suspension urgente de l'application de la présente Convention et, le cas échéant, demander une résiliation automatique de la Convention.

7. Chaque Partie contractante désigne une autorité de contrôle chargée, dans le respect du droit national, d'exercer sur son territoire un contrôle indépendant des traitements de données à caractère personnel effectués sur la base de la présente Convention et de vérifier si lesdits traitements ne sont pas attentatoires aux droits de la personne concernée. Ces autorités de contrôle sont également compétentes pour analyser les difficultés d'application ou d'interprétation de la présente Convention portant sur le traitement des données à caractère personnel. Ces autorités de contrôle peuvent s'entendre pour coopérer dans le cadre des missions qui leur sont reconnues par la présente Convention.

Transmission des données à caractère personnel

Article 12

Si des données à caractère personnel sont transmises par l'intermédiaire d'un officier de liaison visé à l'article 10, les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent que lorsque cet officier de liaison transmet ces données à la Partie contractante auprès de laquelle il a été détaché.

Exception

Article 13

Chacune des Parties refusera l'assistance lorsqu'il s'agit de délits politiques ou militaires ou lorsque cette assistance s'avère contraire aux dispositions légales en vigueur sur son territoire.

Chacune des Parties peut refuser l'assistance ou la soumettre à des conditions déterminées lorsqu'il s'agit de délits connexes aux délits politiques ou militaires ou lorsque la réalisation de l'assistance pourrait menacer la souveraineté, la sécurité, l'ordre public ou d'autres intérêts essentiels de l'Etat.

Autres formes de coopération

Article 14

1. Les Parties contractantes s'entendent pour s'accorder une assistance mutuelle dans le domaine de la formation professionnelle et de l'assistance technique pour les problèmes relatifs au fonctionnement de la police.

2. Les Parties contractantes s'entendent pour échanger leurs expériences pratiques dans tous les domaines susvisés par la présente Convention.

3. Les modalités de l'assistance mutuelle sont réglées par des arrangements entre les Ministres compétents des Parties contractantes.

Concertation

Article 15

1. Les Ministres compétents des Parties contractantes peuvent créer des groupes de travail permanents ou occasionnels chargés d'examiner des problèmes communs concernant la détection et la prévention des

k) De gegevens mogen enkel gebruikt worden door de ontvangende Verdragsluitende Partij voor de doeleinden die aangegeven werden door de Verdragsluitende Partij die de gegevens verstrekt, en in overeenkomst met de voorwaarden gesteld door die Verdragsluitende Partij.

4. Daarnaast zijn, voor wat de overdracht betreft, de volgende bepalingen van toepassing:

a) De gegevens kunnen slechts overgedragen worden aan de politie- of immigratiediensten en -overheden; de gegevens mogen niet meege-deeld worden aan andere organen die dezelfde objectieven hebben als deze diensten en overheden en die in dezelfde sector werken zonder voorafgaande toestemming van de Verdragsluitende Partij die de gegevens verstrekt heeft;

b) De ontvangende Verdragsluitende Partij zal, op aanvraag, de Verdragsluitende Partij die de gegevens verstrekt heeft informeren over het gebruik van de gegevens en de resultaten die er mee bereikt werden.

5. De verdragsluitende Partijen verbinden er zich toe om alle nodige stappen te nemen om schade veroorzaakt aan derde partijen als resultaat van het zenden, ontvangen of gebruiken van gegevens, te vermijden.

6. Elke Verdragsluitende Partij kan op elk moment het niet in acht nemen van de bepalingen van dit Artikel door de ontvangende Verdragsluitende Partij als grond beschouwen voor de dringende opschorting van de toepassing van deze Overeenkomst, en in dat geval om de automatische beëindiging van de Overeenkomst vragen.

7. Elke Verdragsluitende Partij informeert de controlerende overheid die, in overeenstemming met het nationaal recht, onafhankelijk de persoonsgegevens op basis van onderhavige Overeenkomst moet controleren en moet nagaan of de bovengenoemde verwerking van gegevens de rechten van de betrokken persoon niet schendt. Deze controleoverheden zijn eveneens bevoegd om de problemen te analyseren omtrent de toepassing en de interpretatie van onderhavige Overeenkomst in verband met de verwerking van persoonsgegevens. De controleoverheden kunnen overeenkomen samen te werken in het kader van de opdrachten voorzien in onderhavige Overeenkomst.

Overmaking van persoonsgegevens

Artikel 12

Wanneer persoonsgegevens worden overgemaakt via een verbindingsofficier, zoals voorzien in Artikel 10, worden de bepalingen van onderhavige Overeenkomst enkel toegepast wanneer de verbindingsofficier de gegevens overmaakt aan de Verdragsluitende Partij waarbij hij werd gedetacheerd.

Uitzondering

Artikel 13

Elk van de Verdragsluitende Partijen zal weigeren bijstand te verlenen wanneer het gaat om politieke of militaire delicten, of wanneer die bijstand strijdig blijkt te zijn met het nationale recht dat van kracht is op haar grondgebied.

Elk van de Partijen kan bijstand weigeren of deze aan bepaalde voorwaarden onderwerpen wanneer het gaat om delicten die in verband staan met politieke of militaire delicten of wanneer de bijstandsverlening de soevereiniteit, de veiligheid, de openbare orde of andere essentiële belangen van de Staat in het gedrang zou brengen.

Andere samenwerkingsvormen

Artikel 14

1. De Verdragsluitende Partijen gaan akkoord om elkaar wederzijds bijstand te verlenen op het vlak van beroepsopleiding alsmede technische bijstand voor problemen in verband met de werking van de politie.

2. De Verdragsluitende Partijen verbinden zich ertoe om hun praktische ervaringen uit te wisselen met betrekking tot alle in onderhavige Overeenkomst genoemde gebieden.

3. De wijze waarop de wederzijdse bijstand zal worden verleend wordt vastgelegd in overeenkomsten gesloten tussen de bevoegde Ministers van de Verdragsluitende Partijen.

Overleg

Artikel 15

1. De bevoegde Ministers van de Verdragsluitende Partijen kunnen permanente of tijdelijke werkgroepen oprichten om gemeenschappelijke problemen te onderzoeken inzake de opsporing en de preventie

domaines de la criminalité visés à l'article 2 et les domaines de coopération visés à l'article 3 et d'élaborer des propositions aux fins d'améliorer, si besoin est, les aspects pratiques et techniques de la coopération entre les Parties contractantes.

2. Les frais liés à la réalisation de la coopération seront à charge des deux Parties contractantes, sauf disposition contraire entre les représentants des Parties, dûment habilités.

3. Les Ministres compétents des Parties contractantes peuvent créer un comité d'évaluation qui fera rapport aux Ministres compétents tous les trois ans.

Règlement des différends

Article 16

Tout différend occasionné par l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera résolu par une commission mixte consultative.

La commission mixte consultative est composée de représentants des Ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de la Justice. Elle se réunira périodiquement à la demande de l'une ou de l'autre Partie contractante afin de faciliter le règlement des différends susceptibles de découler de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention.

Rapport avec d'autres Accords

Article 17

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent que si elles sont compatibles avec le droit national des Parties contractantes et avec les accords bilatéraux et multilatéraux qui les lient.

Entrée en vigueur et dénonciation

Article 18

Les Parties contractantes se notifient mutuellement, par écrit et par voie diplomatique, l'accomplissement des formalités requises par leur législation nationale pour la mise en œuvre de la présente Convention.

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date de réception de la dernière notification.

La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Chaque Partie contractante a le droit de la dénoncer au moyen d'une notification écrite adressée par voie diplomatique à l'autre Partie. La dénonciation prendra effet 6 mois après la date de réception de la notification portant sur la dénonciation.

Modifications

Article 19

Chaque Partie contractante peut faire parvenir à l'autre Partie toutes propositions tendant à modifier la présente Convention. Les Parties contractantes arrêtent, de commun accord et par écrit, les modifications à la présente Convention.

La présente Convention peut être modifiée et complétée en commun accord et par écrit par les Parties contractantes. Les modifications et ajouts entreront en vigueur conformément à la procédure décrite à l'Article 18, paragraphes 1 et 2 de la présente Convention.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leur signature au bas de la présente Convention.

FAIT à Bruxelles le 21 novembre 2013 en deux exemplaires originaux, en langues française, néerlandaise, macédonienne et anglaise, les quatre textes faisant également foi. Le texte anglais prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

van de vormen van criminaliteit voorzien in Artikel 2, en de samenwerkingsgebieden zoals voorzien in Artikel 3 en, indien nodig, om Actieplannen voor te stellen ter verbetering van de praktische en technische aspecten van de samenwerking tussen de Verdragsluitende Partijen.

2. De kosten die worden gemaakt in het kader van de samenwerking, zullen door beide Verdragsluitende Partijen worden gedragen, behalve wanneer de hiertoe behoorlijk gemachtigde vertegenwoordigers van de Verdragsluitende Partijen daar onderling anders over beslissen.

3. De bevoegde Ministers van de Verdragsluitende Partijen richten een evaluatiecomité op dat om de drie jaar zal rapporteren aan de bevoegde Ministers.

Regeling van geschillen

Artikel 16

Alle geschillen in verband met de interpretatie of de toepassing van onderhavige Overeenkomst zullen worden beslecht door een gemengde adviescommissie.

De Gemengde adviescommissie bestaat uit vertegenwoordigers van de Ministers van Buitenlandse Zaken, Binnenlandse Zaken en Justitie. Zij zal periodiek samenkomen op verzoek van één van de Verdragsluitende Partijen, om de regeling van de problemen te vergemakkelijken die kunnen opduiken als gevolg van de interpretatie of toepassing van onderhavige Overeenkomst.

Verband met andere Overeenkomsten

Artikel 17

De bepalingen van deze Overeenkomst zijn slechts van toepassing als ze conform zijn aan het nationaal recht van de Verdragsluitende Partijen en aan de voor de Verdragsluitende Partijen bindende bilaterale en multilaterale overeenkomsten.

Inwerkingtreding en opzegging

Artikel 18

De Verdragsluitende Partijen informeren elkaar, schriftelijk en langs diplomatieke weg, over de afhandeling van de nationale wettelijke formaliteiten die vereist zijn voor de inwerkingtreding van onderhavige Overeenkomst.

De Overeenkomst zal in werking treden op de eerste dag van de tweede maand volgend op de datum waarop de laatste bekendmaking wordt ontvangen.

Deze Overeenkomst wordt gesloten voor onbepaalde tijd. Elke Verdragsluitende Partij kan de Overeenkomst opzeggen door de andere Partij langs diplomatieke weg aan te schrijven. De opzegging zal uitwerking hebben 6 maanden na ontvangst van de betekening ervan.

Wijzigingen

Artikel 19

Elke Verdragsluitende Partij kan aan de andere Verdragsluitende Partij voorstellen doen die een wijziging van onderhavige Overeenkomst beogen. De wijzigingen aan onderhavige Overeenkomst worden in onderlinge overeenstemming door de Verdragsluitende Partijen besloten.

Dit Verdrag mag worden aangepast of aangevuld met onderlinge schriftelijke toestemming van de Verdragsluitende Partijen. De overeengekomen aanpassingen en aanvullingen zullen van kracht worden overeenkomstig de procedure zoals deze beschreven in het Artikel 18, paragraaf 1 en 2 van dit Verdrag.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Brussel op 21 november 2013 in twee oorspronkelijke exemplaren, elk in de Engelse, Franse, Nederlandse en Macedonische taal; de vier teksten zijnde gelijkelijk authentiek. In geval van verschil van interpretatie is de Engels tekst beslissend.